COMMUNE DE WIMEREUX

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF VALANT DIVISION
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	
Demande déposée le 01/06/2026 **Avis de dépôt affiché en mairie le 05/06/2026** **Complétée le 08/07/2026**	
Par :	Monsieur DECLOITRE Michel
Demeurant à :	hameau de Terlincthun 62930 WIMEREUX
Représenté par :	
Pour :	Modification des limites de parcelles suite au plan de division du géomètre, modification des aménagements en limite de propriété en front de rue suite au nouveau de plan de division et réduction de la longueur du portail pour satisfaire aux prescriptions émises lors de l'accord du permis de construire initial. Aucune modification ne sera faite sur la maison.
Sur un terrain sis à :	hameau de Terlincthun 62930 WIMEREUX

Référence dossier

N° PC 62893 21 00022 M01

Surface de plancher : / m²

Travaux :
Nouvelle construction

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Permis de Construire Maison Individuelle valant division n° : PC 62893 21 00022 M01 susvisée présentée le 01/06/2026 par Monsieur DECLOITRE Michel demeurant hameau de Terlincthun 62930 WIMEREUX,

Vu l'objet de la demande :
pour la Modification des limites de parcelles suite au plan de division du géomètre, modification des aménagements en limite de propriété en front de rue suite au nouveau de plan de division et réduction de la longueur du portail pour satisfaire aux prescriptions émises lors de l'accord du permis de construire initial. Aucune modification ne sera faite sur la maison.
sur un terrain situé hameau de Terlincthun62930 WIMEREUX

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'agglomération du Boulonnais approuvé le 06/04/2017, modifié les et 11/04/2024 et révisé le 27/02/2025,
Vu l'arrêté de permis de construire n° PC 062 893 21 00022 délivré en date du 20/09/2021,

Vu l'avis émis par la M.D.A.D.T en date du 21/07/2026,
Vu l'accord assorti de prescriptions émis par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 26/06/2026,

Considérant que le projet porte sur la ou les parcelles cadastrées AN163 AN164 AN224 classées en zone UCd-I de la commune de WIMEREUX,

Considérant que le projet consiste en Modification des limites de parcelles suite au plan de division du géomètre, modification des aménagements en limite de propriété en front de rue suite au nouveau de plan de division et réduction de la longueur du portail pour satisfaire aux prescriptions émises lors de l'accord du permis de construire initial. Aucune modification ne sera faite sur la maison.,

Considérant que le projet respecte les dispositions du règlement de la zone UCd-I,

A R R E T E :

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif valant division est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée et portant sur les modifications suivantes :
Modification des limites de parcelles suite au plan de division du géomètre, modification des aménagements en limite de propriété en front de rue suite au nouveau de plan de division et réduction de la longueur du portail pour satisfaire aux prescriptions émises lors de l'accord du permis de construire initial. Aucune modification ne sera faite sur la maison.

ARTICLE 2 : Prescriptions
Afin de favoriser l'intégration de ce projet situé en Site Patrimonial Remarquable (SPR), il convient de respecter les prescriptions suivantes :

- la composante paysagère est une donnée essentielle du SPR de Wimereux. En conséquence, il conviendra de renforcer fortement le traitement paysager envisagé.
- Le portail devra être sur l'intérieur de la parcelle, les surfaces carrossables et de stationnements devront rester perméables.

Tout rejet d'eaux pluviales et d'eaux usées est interdit sur le domaine public départemental sauf autorisation de la Maison du Département Aménagement et Développement Territorial du Boulonnais, établie après examen du dispositif d'assainissement et de traitement des Eaux de l'Habitation que le pétitionnaire devra présenter.

Dans le cas de travaux en limite de propriété le long du Domaine Public Départemental, une demande d'arrêté d'alignement serait nécessaire.

Le portail coulissant devra permettre une ouverture à distance pour éviter le stationnement sur la RD96 ; un recul de 5 mètres devra être prévu.

ARTICLE 3 :
Le présent arrêté n'apporte aucun changement à la période de validité du permis de construire d'origine, dont les prescriptions et autres obligations sont maintenues.

Signé électroniquement par :
Jean-Luc DUBAËLE
Date de signature : 23/07/2026
Qualité : Maire de la ville de WIMEREUX

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :
Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :
- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Commencement des travaux et affichage : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.
L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

Obligation de souscrire une assurance dommanges-ouvrages : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

Durée de validité :
Conformément au décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.
Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

- Délais et voies de recours : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également former, dans le délai d'un mois suivant la notification, un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche ne proroge pas le délai du recours contentieux (article L.600-12-2 du code de l'urbanisme). L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément à l'article R.600-2 du Code de l'Urbanisme.
Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme).